

Service Client

ZI PARIEST, 9/11 rue Pelloutier
77183 CROISSY BEAUBOURG

Votre attaché(e) RYCKEMBUSCH Laure

Tél : 01.83.77.23.01

Service Client : lbd.serviceclients@loreal.com

Comptabilité : comptabiliteclients.france@loreal.com


Adresse de livraison

642475

LIVR GRANDE PHARM MARECHAUX
LIVR GRANDE PHARM MARECHAUX
11 RUE BRANLY
67500 HAGUENAUGRANDE PHARM DES MARECHAUX
SELARL GRANDE PHARMACIE DES MARECHAUX
4 BD DU MAL DE TASSIGNY
67500 HAGUENAU

N° Client	N° Facture	Date de facture	Bon de livraison	Numéro de TVA Client
636811	825305298	26.04.2024	86457015	FR39491934345

EUROS

TVA	Référence interne	Code EAN/ACL/CNK	Désignation	Quantité	Rem %	Rem % promo en cascade	Tarif unitaire HT	Prix Net Unitaire HT	Montant Net Total HT
<div><div><div><div>LA ROCHE-POSAY</div><div>LABORATOIRE DERMATOLOGIQUE</div></div></div><div><div>Votre visiteur Pharmaceutique : IDIR Oum Kaltoume</div><div>Tél.: Fax :</div></div></div>									
Cette facture confirme votre commande			Vos références						
Commande n° : 57402833 23.04.2024			CDE :						
1A	MB448301	3337875771214	LIPIKAR ECZEMA MED 30ML	36	16,00%	4,00%	14,40	11,61	417,96

Sous-total gamme soin 36 417,96

Sous-total gamme Maquillage 0 0,00

La Roche Posay NET MARCHANDISES HORS TAXES 417,96

Cumul chiffre d'affaires ristournable réalisé à ce jour sur l'année 2024 278.64

417,96

Comme indiqué dans nos CGV et nos conditions commerciales envoyées en début d'année, les remises en cascade sont calculées sur le prix tarif des produits déduction faite des remises sur facture en arrondissant à la deuxième décimale

DEFAULT DE PAIEMENT: application de plein droit de:

- pénalités de retard calculées sur la base de 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur à la date de la facture, sur le montant T.T.C. de la présente facture, et
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

(1) Cosmétique écologique et biologique certifié par Ecocert Greenlife

(3) Cosmétique Cosmos Organic certifié par Ecocert Greenlife

Total avant remise	Montant Net HT	Taux de TVA		Montant TVA	TTC par taux de TVA
518,40	417,96	1A	20,00	83,59	501,55
0,00				0,00	0,00
Mode de paiement : L.C.R.					
Numéro client "règlement" : 636811					
Numéro de facture : 825305298					
Montant facture : 501,55					
Païement		TOTAL TTC / NET A PAYER			501,55
L.C.R./45Jr Date de facture LCR/CCM		Date d'échéance			15.06.2024

Toute commande implique l'acceptation des conditions générales de vente qui figurent au verso de la dernière page

EXTRAIT DES CONDITIONS GENERALES DEVENTE 2023 – DISPOSITIFS MEDICAUX

Le présent document constitue un extrait des Conditions Générales de Vente 2023 – Dispositifs Médicaux, d'ores-et-déjà adressées dans leur intégralité au Client et dont il peut demander communication auprès du service client.

I- MODALITES ET CHAMP D'APPLICATION DES PRESENTES CONDITIONS GENERALES DE VENTE

La société SCIENCEND (ci-après la « Société ») distribue en France des produits de santé avec une intention médicale répondant à la définition d'un dispositif médical (ci-après dénommés les « Produits »). Ces Produits peuvent être commercialisés dans le cadre d'un réseau de distribution sélective. Le cas échéant, ces Conditions Générales de Vente (ci-après les « CGV ») font partie intégrante du Contrat de Distributeur Agréé (ci-après le « Contrat ») que le distributeur agréé a signé avec la Société pour la revente des Produits, et ne peuvent en être détachées.

Les CGV sont composées des conditions tarifaires incluant le tarif, le document « Conditions Commerciales 2023 » et les présentes conditions. Un extrait des présentes Conditions Générales de Vente 2023 – Dispositifs Médicaux est reproduit au dos des factures.

Le Client reconnaît les engagements de la politique commerciale de la Société et ont pour objectif d'organiser les relations avec les Clients.

Elles ne sont applicables qu'aux seuls distributeurs livrés et facturés en France continentale, Corse, Monaco (ci-après le(s) « Client(s) »).

Toute commande implique l'adhésion sans réserve aux présentes CGV qui constituent le socle unique de la négociation commerciale et régissent seules les ventes de la Société, à l'exclusion expresse de tout autre document émanant, notamment, du Client. Toute autre condition, sous réserve qu'elle ne soit pas contraire aux présentes, et qu'elle comporte une contrepartie réelle pour la Société, ne sera valable que si elle a été acceptée préalablement, et par écrit, par la Société. En tout état de cause, toute clause des CGV non contraire aux accords particuliers conclus avec le Client demeurera applicable.

Si le Client établit des conditions d'achat et un accord d'adhésion type, il s'engage à le communiquer à la Société avant le 1er janvier de l'année suivante. Le Client ne remet pas en cause le rôle des CGV en tant que socle unique de la négociation. A ce titre, la communication des CGV par la Société implique dénonciation, de plein droit, des conventions annuelles en vigueur. Les négociations devront être menées dans le respect mutuel des parties, de manière loyale et de bonne foi. En l'absence d'accord sur le prix convenu au 1er mars 2023, les présentes CGV constitueront les seules conditions applicables entre la Société et le Client.

Le Client prendra sous sa responsabilité toutes mesures de nature à assurer le respect des obligations découlant des présentes CGV. La Société se réserve la faculté, en cas de manquement à l'une des obligations souscrites et après simple constatation de celui-ci, de procéder immédiatement à la reprise des Produits.

Modification des conditions générales de vente

La Société se réserve le droit d'apporter à tout moment des modifications aux présentes CGV, notamment pour tenir compte de changements dans la réglementation, sous réserve alors d'en informer préalablement le Client conformément aux usages de la profession (soit huit (8) semaines avant la date d'entrée en vigueur).

La Société pourra librement céder ou transférer - sans que le consentement ou l'intervention du Client ne soit requis - la convention précitée et plus largement la relation d'affaires avec ses Clients, notamment dans le cadre d'une opération de fusion, apport partiel d'actifs, cession de fonds de commerce ou location-gérance (ci-après l'« Opération »), et ce dès lors que l'Opération sera effectuée au profit d'une des filiales du Groupe auquel appartient notre société. La Société pourra également céder ou transférer tout ou partie de ses activités en lien avec la réalisation de l'Opération. Il en sera de même dans le cadre d'une Opération concernant le Client.

Confidentialité

Les présentes CGV et plus largement toutes informations ou tous documents échangés avec le Client ont un caractère strictement confidentiel, tant pendant la durée de la relation commerciale que cinq (5) ans après sa fin.

Droit applicable et clause attributive de compétence

Les présentes CGV sont soumises au droit français. Tout litige commercial, administratif ou logistique doit être réglé par écrit par les meilleurs délais. A défaut de réclamation sous un délai de douze (12) mois suivant la date figurant sur les factures et les avoirs, le Client sera réputé avoir approuvé, notamment, les documents comptables que nous lui avons adressés et en conséquence, le Client renonce de convention expresse à tout recours au titre de tout litige qui s'élèveraient entre les Parties à l'occasion de leurs rapports commerciaux.

POUR TOUTE CONTESTATION NEE DE L'APPLICATION DES PRESENTES CGV QUI N'AURAIT PU ETRE RESOLUE A L'AMABLE, LES PARTIES ATTRIBUENT COMPETENCE EXCLUSIVE AU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS, QUELS QUE SOIENT LE LIEU DE LIVRAISON, LE MODE DE PAIEMENT ACCEPTE ET CE MEME EN CAS D'APPEL EN GARANTIE OU DE PLURALITE DE DEFENDEURS.

II- CONDITIONS TARIFAIRES ET PAIEMENT

Tarif

Les prix des Produits sont fixés par le tarif en vigueur au jour de la commande, pour toute commande livrée dans les délais usuels. Ils s'entendent nets hors taxes et sans escompte. Ils sont fixés en fonction des conditions économiques actuelles et pourront être modifiés à tout moment en cas de fluctuation de ces conditions.

Réductions de prix

Le Client pourra bénéficier d'un certain nombre de réductions de prix (remises ou ristournes de fin d'année) dans les conditions définies notamment dans les « Conditions Commerciales 2023 » relatives à la catégorie d'acheteurs à laquelle appartient le Client. Aucune réduction de prix ne constitue un droit acquis pour le Client et ce nonobstant les réductions de prix antérieurement accordées, quel que soit leur nombre ou importance.

Après vérification de la réalisation de la contrepartie convenue, la réduction de prix sera acquise au Client sous les conditions cumulatives expresses (i) du paiement à l'échéance à la Société des factures dues et (ii) du respect par le Client des obligations lui incombant au titre du Contrat. Ainsi, par exemple, la découverte de Produits chez un distributeur non-agréé, identifiés comme ayant été livrés et facturés au Client, pourra entraîner immédiatement et de plein droit la suppression pure et simple de ce droit à remise ou ristourne de fin d'année, en plus des dispositions prévues à l'article 11 de la présente CGV. Les conditions de préjudice engagées par la Société. Le cas échéant, les ristournes de fin d'année seront mises en paiement au début de l'année suivante et seront réglées au Client selon le principe de réciprocité des délais de paiement.

Conditions de règlement

Les règlements sont effectués à quarante-cinq (45) jours nets date d'émission de facture.

Les factures de la Société sont établies en euros. Dans un souci de fiabilité et de garantie de paiement à l'échéance, le Client s'engage à régler les moyens de paiements suivants : Lettre de Change Relevé (L.C.R.) ou Recouvrement. Il est précisé que la L.C.R. sera systématiquement proposée par la Société au Client pour le paiement de ses factures ; lesdites L.C.R. ne faisant, en aucun cas, novation au lieu de paiement indiqué ci-dessus.

Dans le cadre de ses démarches environnementales, la Société souhaite privilégier la dématérialisation de ses flux d'envoi de documents commerciaux (moyens de paiement, factures, avoirs...). A ce titre, la Société informe notamment le Client que les factures seront progressivement adressées de manière dématérialisée et que le chèque n'est pas accepté.

Le règlement est réputé réalisé à la date à laquelle les fonds sont mis à la disposition de la Société. Les délais de règlement de la Société, qui tiennent compte du délai de route, se calculent entre la date d'émission de la facture et la date de mise à disposition des fonds. Les intérêts de retard éventuels seront donc calculés depuis la date d'échéance du délai de paiement jusqu'à la date de mise à disposition des fonds si celle-ci est postérieure. Les fonds sont réputés être mis à disposition dans les délais énoncés dans la version intégrale des CGV. Conformément à l'article L. 511-15 du Code de commerce, les traites envoyées à l'acceptation devront être retournées acceptées, dans un délai de vingt (20) jours à partir de la date de facture ou de relevé. Passé ce délai, le défaut d'acceptation entraînerait de plein droit, sans mise en demeure préalable, la déchéance du terme.

Tout moyen de paiement autre que ceux visés au présent article sera facturé à son coût au Client.

En cas de détérioration du crédit du Client, la Société se réserve la possibilité d'exiger que le délai de paiement des factures soit ramené à trente (30) jours ou au comptant. Tout Client dont l'encours viendrait à excéder celui garanti par un tiers assureur indépendant et sélectionné par la société devra fournir une garantie bancaire et/ou verser un acompte à la date de passation de la commande et le solde à la date de livraison, et ce jusqu'à ce que l'encours du Client soit de nouveau garanti par le tiers assureur indépendant sélectionné par la société. En tout état de cause, pour chaque situation, les modalités seront à définir avec la Société. Dans l'hypothèse où le Client refuserait lesdites modifications des conditions de règlement, ses commandes ne pourraient pas être validées par la Société. Pour tout nouveau Client, la Société se réserve la possibilité d'exiger une caution bancaire auprès d'un établissement bancaire notoirement solvable.

Incidents de paiement : Toute échéance non respectée dans les délais prévus à l'émission de la facture entraînera la possibilité pour la Société de suspendre ses livraisons ultérieures jusqu'au paiement des sommes dues, et de ramener le délai de paiement à trente (30) jours ou au comptant pour une durée minimale de six (6) mois, sans préjudice de la perception (i) de pénalités de retard calculées sur la base de trois (3) fois le taux d'intérêt légal en vigueur à la date de la facture, sur le montant T.T.C. de la facture et (ii) de frais d'impayés d'un montant forfaitaire de quatre (40) euros. Le défaut de paiement d'un seul effet ou d'une seule facture à son échéance, ou la résiliation du Contrat au respect de ses obligations par le Client, rendent immédiatement exigible, de plein droit et sans mise en demeure, toute somme non encore échue, en plus des pénalités de retard. Tout recouvrement par voie de contentieux donnera lieu à la facturation de tous les frais et intérêts de retard.

Compensation / déduction

Les sommes dues par la Société au Client ne peuvent en aucun cas être compensées avec l'une quelconque des sommes dues par le Client à la Société, sauf si cette compensation a été notifiée au préalable à la Société et que les conditions de la compensation légale sont remplies. A défaut, la compensation effectuée sera assimilable à un défaut de paiement justifiant la suspension des livraisons. Par ailleurs, la Société se réserve le droit de suspendre, à sa convenance et par tout moyen, les sommes qui seraient ainsi déduites. Au cas où la Société serait débitrice vis-à-vis du Client, les sommes dues seront réglées par application du principe de réciprocité des délais de paiement. En aucun cas le Client ne pourra se déduire d'office le montant de pénalités conformément aux dispositions de l'article L.441-17 du Code du commerce. A ce titre, la Société devra avoir été en mesure de contrôler la réalité du grief invoqué par le Client et disposer d'un délai suffisant pour analyser et éventuellement contester la demande du Client.

Respect de propriété

Conformément à l'article L. 624-16 alinéa 2 in fine du Code de Commerce et aux articles 2367 et suivants du Code civil, il est expressément convenu, avec le Client, que le transfert de la propriété des Produits est suspendu jusqu'au paiement intégral du prix et de ses accessoires, le Client acceptant de se soumettre aux dispositions de la Loi N°80-335 du 12/05/80. Le Client s'oblige à permettre à tout moment l'identification et la revendication des Produits, étant entendu que les Produits en stock seront réputés correspondre aux Produits impayés conformément aux termes de l'article L. 2369 du Code de Commerce. A ce titre, le Client prendra sous sa responsabilité toutes mesures de nature à préserver les droits et intérêts de la Société.

Clause résolutoire

Faute pour le Client défaillant de s'acquitter des sommes dues dans les vingt-quatre (24) heures après mise en demeure, par lettre recommandée, l'informant de la volonté de se prévaloir de la présente clause, toutes les ventes que la Société avait conclues avec lui, même celles dont les règlements ne seraient pas encore échus et qui n'auraient pas encore été payées, se trouveront immédiatement résolues de plein droit.

De convention expresse, la Société sera en droit d'exiger la restitution des Produits aux frais du Client. Dans ce cas, la Société aura droit à la somme de l'indemnité forfaitairement et définitivement à quinze pour cent (15%) des sommes lui restant dues sur les ventes résolues.

III- CONDITIONS LOGISTIQUES

Démarche collaborative

La Société accorde une grande importance au développement de la collaboration logistique avec ses clients. A ce titre, notre Société souhaite privilégier la dématérialisation des échanges (E.D.I.) et la transmission des commandes via le protocole Pharma-ML.

Commande

Les commandes doivent être passées dans le respect des standards de conditionnement indiqués au tarif.

Les commandes doivent être passées auprès de la Société ou de tout tiers désigné par celle-ci, de préférence via Pharma ML. Dans un souci de fiabilité, les commandes par téléphone ne pourront pas être prises en compte.

Les commandes devront comporter obligatoirement le numéro de Client, le lieu et l'adresse complète du Client, les codes des Produits commandés (avec leur code EAN et leur référence figurant au tarif ainsi que l'éventuelle référence de commande interne que le Client souhaiterait voir figurer sur son bordereau de livraison.

La Société se réserve le droit de refuser une commande dont le montant est déraisonnable au vu du montant moyen de commande habituel, du potentiel de revente estimé du point de vente concerné ou communiquée tardivement eu égard aux quantités disponibles.

Toute commande conforme est considérée comme définitive et ne pourra être modifiée ou annulée après communication.

Toute commande inférieure au franco, tel que défini ci-dessous, fera l'objet d'une facturation de frais de vingt-cinq (25) euros H.T. Dans le cas de commandes en cross-code, le franco s'évalue au niveau de chaque commande file. Ces montants peuvent être révisés en fonction des augmentations tarifaires et/ou des coûts de distribution physique. FRANCE : Les expéditions sont faites franco de port et d'emballage pour toute commande de douze (12) unités facturées minimum.

Livraison – Expédition – Réclamation

Les Produits de la Société sont livrés exclusivement dans les conditionnements définis par la Société, et valables pour tous ses clients ; pour ne pas retarder l'exécution des commandes, les quantités commandées sont arrondies à l'unité de commande la plus proche. Les modalités de préparation des commandes (palettisation...) sont librement décidées par la Société.

Le transport des Produits est exclusivement assuré par la Société qui se réserve donc le choix du moyen, du transporteur et du lieu de départ de ses livraisons. Les Produits voyagent toujours aux risques et périls du Client. En cas d'utilisation de contenants réutilisables, ces derniers restent la propriété exclusive de la Société. En cas de livraison sur une palette, elles devront faire l'objet d'un échange (nombre pour nombre et qualité pour qualité) à chaque livraison, ou d'une restitution en fin de mois. Après échange entre les parties, des indemnités pourront être facturées au Client en cas de non-restitution du nombre de palettes consignées.

Tout Client qui passe commande après l'envoi d'une notification relative à l'entrée en vigueur d'un nouveau Tarif, pour livraison à compter de sa prise d'effet, est réputé avoir accepté ce nouveau Tarif nonobstant toute condition contraire figurant notamment dans la commande.

Le Client a un délai de réclamation de six (6) jours ouvrés à partir de la réception d'une commande ferme. Le non-respect de ce délai ne saurait dépendant en aucun cas donner lieu à résiliation, pénalités ou dommages et intérêts, ou à prorogation des délais de paiement, sans que la Société n'ait été mise en mesure de vérifier la réalité du grief allégué.

La livraison ne peut intervenir que si le Client est à jour de ses obligations à l'égard de la Société. A défaut, la Société se réserve le droit de suspendre la livraison des commandes en cours ou à venir jusqu'à satisfaction complète desdites obligations.

Le déchargement, dans le respect de la Loi de Modernisation des Transports, est effectué par le Client, le chauffeur ayant préparé le véhicule au déchargement. Toute autre prestation sera considérée comme prestation annexée à la charge du Client et nécessitera un accord préalable des deux parties. Toute attente excessive imposée au transporteur par rapport aux dates et heures de déchargement figurant sur le document de transport ou le bon de livraison, conformément au contrat type LOTI et à la Loi GAYSSOT, sera également considérée comme prestation annexée.

Le Client s'engage, lors de la livraison, à signer la lettre de voiture présentée par le transporteur. Cette signature s'accompagne du nom du signataire et impérativement de la date et de l'heure d'arrivée du chauffeur et du déchargement effectif de la marchandise. En cas de retard de livraison, seul ce document correctement rempli et émargé par le Client sera fait entre les parties. Par ailleurs, le Client devra notifier au transporteur dans les trois jours sa protestation motivée par lettre recommandée, conformément à l'article L. 133-3 du Code de commerce. Sans préjudice des dispositions à prendre par le Client à l'égard du transporteur et telles que ci-avant décrites, passé un délai de trois (3) jours après la réception de la marchandise, aucune réclamation concernant la nature et/ou la qualité de la marchandise ne pourra être admise.

En cas de refus ou retour de marchandises devra être valablement justifié par le Client, la Société devant avoir été préalablement en mesure de contrôler la réalité du grief invoqué et contester le cas échéant. Quel que soit le mode de transport adopté, le Client devra prendre toutes mesures conservatoires prévues par la loi sous peine d'engager sa responsabilité personnelle. Toute livraison refusée par le client, sans juste motif, sera due et fera l'objet de frais de dossier de quarante-cinq (45) euros H.T., hors les frais de transport aller et retour.

Aucune pénalité, même prédefinie par le Client, ne sera acceptée sauf si elle a fait l'objet, au cas par cas, d'un accord préalable et écrit de notre Société. A ce titre, en cas de préjudice matériel réel, directement imputable à un manquement de notre Société, justifié par le Client, nos sociétés conviennent de se rencontrer afin de déterminer d'un commun accord le montant éventuel de la réparation, montant qui sera établi au regard du préjudice subi, et sur la base notamment des normes professionnelles en vigueur (dont ECR). A défaut, la Société ne pourra fait l'objet d'une quelconque facturation de pénalité/indemnité.

Reprises des Produits

Suite à l'adoption de la loi AGEC et plus généralement pour répondre aux enjeux environnementaux, fournisseurs et distributeurs doivent s'engager à lutter contre le gaspillage et limiter la production des déchets. Dans ce cadre :

(i) Aucune reprise de marchandise ne pourra être exigée par le Client. La reprise des Produits devra obligatoirement faire l'objet, au préalable, (ii) d'un accord du représentant de la Société et (iii) de l'enregistrement des Produits à reprendre.

(ii) Les reprises des Produits feront l'objet d'un avoir établi avec un abattement minimum de quinze pourcent (15%) sur le tarif en vigueur au moment de la vente des Produits repris, abattement majoré des avantages commerciaux consentis lors de la facturation desdits Produits.

Les Produits à reprendre seront placés dans des sacs spécifiquement conçus à cet effet, au nom de la Société ou de la marque de notre Société. Les clients devront être informés de la procédure à suivre et du matériel à fournir. Tout refus ou retour de marchandises devra être effectué en respectant pas cette procédure sera refusée. Toute reprise sera faite par la Société ou son représentant commercial sur le lieu de livraison ou de commercialisation des Produits.

Les Produits défraîchis, périmés ou altérés par la faute ou la négligence du Client, sont repris, mais non remboursés, sauf convention particulière.

Exécution des obligations

La Société est libérée de ses obligations en cas de force majeure et/ou cas fortuit. A ce titre, la Société est notamment libérée de l'obligation de livrer par des faits en dehors de son contrôle tels que grève, arrêt et accident de machines, difficulté d'approvisionnement, défaillance de ses fournisseurs, interruption des transports, cyberattaques, incendies, intempéries... La Société se réserve par ailleurs la possibilité de suspendre l'exécution de ses obligations en cas d'inexécution ou de risque d'inexécution par le Client de ses propres obligations.

IV – CONDITIONS DE REVENTE DES PRODUITS

Stockage – Traçabilité – Rotation – Présentation

Le Client s'engage à respecter les exigences spécifiques requises en matière de stockage et de transport concernant chacun des Produits, notamment le cas échéant au regard des températures maximales et minimales de stockage. La responsabilité de la Société ne pourrait être engagée dans le cas où les Produits vendus auraient été entreposés ou transportés dans des conditions anormales, ou incompatibles avec leur nature.

Revente des Produits - Présentation

Il est rappelé que le Client est libre et seul responsable de la fixation et de la publicité de ses prix de revente et, en cas de promotion, de sa répercussion au consommateur ou professionnel. Par conséquent, le Client est exclusivement responsable de la marge bénéficiaire qui résulte de la fixation par ses soins du prix de revente des produits, sans recours possible auprès de la Société pour en compenser toute baisse. Les Produits ne peuvent être présentés, vendus et/ou remis au consommateur que dans les conditions prévues au Contrat. Afin de préserver l'image et la notoriété de la marque La Roche-Posay distribuée par la Société, ainsi que la qualité et la performance des Produits, le Client s'oblige à vendre les Produits au fur et à mesure de leur livraison, les premiers livrés étant vendus les premiers (règle FIFO).

Etanchéité du réseau de distribution sélective

Les Produits ne peuvent être vendus que dans le(s) point(s) de vente pour le(s)quel(s) le Client est agréé, à l'exclusion de tout autre lieu, au détail, à des consommateurs directs.

En aucun cas les Produits ne peuvent être cédés à toute collectivité ou négociant ou vendus par le Client à l'exportation, sauf à l'intérieur du territoire de l'E.E.E., de l'A.E.L.E. et du Royaume-Uni ou des Îles Anglo-Normandes à condition d'être mis à la disposition du distributeur agréé installé dans un pays de l'E.E.E., de l'A.E.L.E. et du Royaume-Uni ou des Îles Anglo-Normandes la production du contrat signé avec la Société pour chacune des Marques concernées ou avec la filiale locale de la Société. Le Client doit conserver pendant un (1) an les factures correspondant à ces ventes. La Société ne pourra les consulter que s'il existe des indices susceptibles d'engager la responsabilité du Client. Cette vente effectuée dans l'E.E.E., l'A.E.L.E. et le Royaume-Uni ou les Îles Anglo-Normandes s'opère sous la seule responsabilité du Client et ne peut entraîner aucune contrainte pour la Société au-delà de celles qui résultent de l'application de la loi française.

Il est rappelé que le Client s'engage à ne pas procéder à des ventes actives de Produits achetés auprès d'un grossiste agréé ou d'un autre distributeur agréé dans l'un des Etats membres de l'E.E.E., de l'A.E.L.E. et du Royaume-Uni ou des Îles Anglo-Normandes si ces Produits n'ont pas encore été lancés dans le pays où se situe le point de vente pour lequel le Client est agréé. Cette installation est valable pendant une durée d'un (1) an à compter de la date d'engagement du Produit dans le contrat d'achat.

Supports publicitaires et matériels d'information consommateur

Tous les supports publicitaires et matériels d'information consommateur (ci-après les « Éléments »), mis à titre gratuit à la disposition du Client, sont et demeurent la propriété de la Société.

Dans le cadre de la revente des Produits, et uniquement afin d'assurer leur promotion et publicité, le Client est autorisé à utiliser, à l'exception des éléments suivants, les Éléments, protégés par un droit de Propriété Intellectuelle et/ou droit à l'image dont la Société reste seule titulaire.

Il est rappelé que l'étendue des droits accordés à la Société, notamment par les mannequins et photographes peut varier. Le Client s'engage à toujours agir de façon loyale à l'égard de notre Société et, à ce titre, à utiliser les Éléments dans le respect de l'autorisation accordée par notre Société. Ainsi, le Client s'engage notamment à ne pas dénigrer les éléments et, plus généralement les Produits, et à ne pas commettre d'acte de contrefaçon, concurrence déloyale et/ou parasitaire.

Le Client s'engage à maintenir ces Éléments en bon état, à les utiliser en l'état, sans pouvoir y apporter aucune modification, et ce pour la mise en avant exclusive des Produits dans le respect des droits détenus par la Société sur les visuels. La Société se réserve le droit de les déplacer dans le point de vente, en accord avec le Client, ou de les retirer. D'une manière générale, la Société se réserve un droit de regard sur l'utilisation que le Client fait des éléments et, à ce titre, pourra refuser ou exiger du Client l'arrêt immédiat de toute utilisation qu'elle jugerait non conforme à l'autorisation précitée.

Les Éléments dont il ne sera plus fait usage devront être conservés à la disposition de la Société ; ils ne pourront être détruits par le Client qu'après autorisation de la Société.

En toute circonstance, il appartient au Client de veiller à ce que toutes les informations relatives aux Produits soient à jour au regard des éléments fournis par la Société.

Compte tenu de la nature des Produits, il est rappelé que toute communication publicitaire ou promotionnelle, initiée par le Client, doit être faite par les Éléments mis à disposition par la Société, devra impérativement être soumise à la Société pour accord écrit préalable.

Opérations promotionnelles

Les opérations intégrant des avantages promotionnels accordés aux consommateurs par notre Société (NIP), qu'elle qu'en soit la forme (bon de réduction, ticket, etc.), ne peuvent avoir lieu qu'avec l'accord exprès de notre Société, qui demeure seule juge de leur opportunité commerciale. Le Client ne peut en aucun cas prétendre à l'octroi d'une enveloppe budgétaire dédiée à ces opérations. A ce titre, un contrat de mandat devra être signé entre le Client et un représentant habilité de notre Société préalablement à chaque opération.

Ethique et conformité

Chaque Partie s'engage à respecter la réglementation en vigueur la concernant et notamment les obligations visées dans les CGV intégrées. Le Client s'engage à respecter la politique de L'Oréal de prévention de la corruption, disponible sur le site internet de L'Oréal et dont il reconnaît avoir pris connaissance. Le Client s'engage à satisfaire toute demande d'information raisonnable de la part de la Société (ou d'une entité mandatée par la Société) visant à s'assurer du respect des stipulations qui précèdent. En cas de violation des stipulations de la présente clause, ou si le Client ou le Client (ou l'un de ses dirigeants ou actionnaires principaux) devait être associé à un manquement quelconque à la probité la Société pourra cesser de plein droit la relation commerciale avec le Client.

V-MATERIOVIGILANCE

Le Client informera notre Société immédiatement de tout incident ou risque d'incident impliquant un Produit, en contactant le service Matériorivigilance de notre Société par téléphone au numéro suivant : 09 69 37 59 75.

SCIENCEND – DISPOSITIFS MEDICAUX

SERVICE CLIENTS : 01 83 77 23 05

SERVICE RELATIONS CONSOMMATEURS : 09 69 37 59 75

SCIENCEND - SAS au capital de 5 000 EUROS – 62 quai Charles Pasqua 92300 Levallois-Perret – 882 529 258 RCS Nanterre - APE(NAF) 46.45Z - CEE FR4388259258